

PÉTROLE

Les consommateurs mettent la pression sur l'Opep et font plonger les prix

Les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie sur l'offre et la demande et le volume des stocks américains rendus publics la semaine dernière ont fait bouger le marché du pétrole. Les consommateurs semblent mettre la pression sur l'Opep pour connaître ses intentions quant à la reconduction ou non de l'accord sur les quotas.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le baril du pétrole a plongé cette semaine à cause de nouvelles contradictoires sur les fondamentaux du marché. Vendredi à la clôture des échanges au New York Mercantile Exchange (Nymex), le prix du baril de «light sweet crude», référence américaine du brut, a cédé 79 cents à 48,49 dollars sur les contrats pour livraison en avril. Il a ainsi fini au plus bas depuis fin novembre au terme d'une chute hebdomadaire de plus de 9%. Le cours du baril de Brent de la mer du Nord sur la base duquel est fixé le prix du Sahara blend algé-

rien a reculé de 82 cents à 51,37 dollars sur les contrats pour livraison en mai à l'Intercontinental Exchange (ICE) à Londres, perdant près de 8% sur la semaine.

En effet, c'est la semaine la plus catastrophique depuis novembre, date d'élargissement de l'accord d'Alger entre pays membres de l'Opep sur la réduction de l'offre sur le marché aux pays producteurs non membres du cartel. Un accord qui a permis au prix du pétrole de se stabiliser au-dessus des 50 dollars et frôlant par moments la barre des 60 dollars. Même les rumeurs sur le

non-respect par les pays signataires de l'accord de leurs quotas, tout de suite démenties par les instances de monitoring, n'ont pas affolé les investisseurs. Or, on a assisté cette semaine à la publication de deux informations contradictoires sur les fondamentaux du marché qui l'ont fait bouger plutôt à la baisse.

A savoir, le rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), bras des pays consommateurs (OCDE) pour l'énergie, portant prévisions de l'offre et de la demande pour les cinq prochaines années, et le volume des stocks américains.

Ainsi, le rapport de l'AIE a alerté sur un probable choc pétrolier en 2022 à cause du désinvestissement qu'a connu le secteur des hydrocarbures dans le sillage de la dégringolade des prix du pétrole depuis juin 2014. L'AIE estime que la demande passera de 98 millions de barils/jour en 2017 à 103,8 millions de barils/jour en 2022 alors que l'offre,

de 94,2 millions de barils/jour en 2017 à 98,7 millions barils/jour en 2022. Un décalage entre l'évolution de la demande qui va crescendo et l'offre ne couvrant pas les besoins en 2022 qui pourrait, selon le rapport, provoquer une flambée des prix. Même un dollar fort et des prix au-dessus des 50 dollars n'ont pas amené les producteurs de schiste à porter le nombre des plateformes en activité à leur niveau d'avant la chute des prix.

Par ailleurs, ce rapport, qui devrait rassurer les producteurs sur les perspectives du marché ainsi que leurs parts de marché dans les pays consommateurs, s'est heurté à l'information sur le volume des stocks américains, affichant un record jamais égalé : les réserves commerciales de brut ont augmenté de 8,2 millions de barils pour atteindre 5 28,4 millions de barils. Entre des stocks en hausse et des prévisions projetant un cataclysme, les investis-

seurs spéculatifs ont changé de position, pariant désormais sur une baisse des cours à court terme. Puisque un tel niveau de réserves américaines amortit l'effet de la réduction de l'offre par l'Opep, laquelle entretient le mystère sur ses intentions quant à la reconduction ou non de l'accord d'Alger qui court jusqu'au mois de juin prochain. En fait, les investisseurs se trouvent déboussolés. L'alerte lancée par l'AIE paraît très pessimiste, contredisant les calculs des pays producteurs, notamment les membres de l'Opep qui ont décidé des coupes dans leur production à cause de l'abondance de l'offre sur le marché. Habitée à ce genre d'alertes controversées, l'AIE a de fait relancé les spéculations qui devront se poursuivre pour quelques semaines. Et, les pays producteurs sont plus que jamais appelés à respecter leurs engagements pour maintenir l'équilibre du marché.

L. H.

POUR LA FÉDÉRATION NATIONALE DES CONSOMMATEURS

Le e-paiement est devenu une «nécessité»

Pour l'Association El Aman Alger, membre de la Fédération nationale des consommateurs, l'introduction du e-paiement en Algérie est désormais une nécessité.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «On parle de m-paiement alors que le e-paiement n'existe même pas. C'est irréel», déplore son président, Hassan Menouar.

Intervenant hier au forum du quotidien *DK News* à Alger, à l'occasion de la Journée mondiale des consommateurs, il assure que les Algériens rêvent du jour où ils pourront effectuer leurs courses et régler leurs consommations avec une carte bancaire. Pour lui, il est question d'améliorer le cadre de consommation. «Il faut que les autorités prennent conscience que les consommateurs sont demandeurs du e-commerce et que les Algériens aiment les nouvelles technologies», dit-il.

Et d'expliquer qu'actuellement, le e-commerce en Algérie est une activité qui demeure non cadrée. «Ceux qui l'exercent disposent uniquement d'un registre de commerce avec une extension permettant une activité à

distance», précise-t-il. Une absence totale de réglementation qui laisse les transactions effectuées sur ces sites «incertaines» et les consommateurs «non protégés».

Le président de l'association El Aman Alger souligne ainsi l'urgence de la mise en place de la réglementation pour gérer cette nouvelle activité. Une activité qui s'impose d'elle-même notamment, avec le développement des nouvelles technologies. «Il faut que ce type de commerce soit réglementé et bien cadré. Ces sites de e-commerce doivent avoir des agréments dont le numéro figure sur la page internet afin de rassurer les consommateurs», détaille-t-il encore.

Les contraintes de la carte d'identité nationale biométrique

De son côté, le directeur exécutif de la Fédération nationale des consommateurs, Mohamed Toumi, évoque le cas de la carte d'identité nationale biométrique. Selon lui, les détenteurs de cette carte rencontrent des complications dans certains usages. «Comme cette carte ne comporte que le nom de jeune fille, les femmes mariées, dont le compte bancaire ou CCP est ouvert avec

le nom de l'époux, ne peuvent plus accéder à leurs comptes ou retirer de l'argent. Elles sont obligées de présenter un livret de famille», affirme-t-il.

La même complication s'impose dans les établissements hôteliers. «Un couple doit présenter le livret de famille car la carte nationale biométrique de l'épouse ne comporte pas le nom de son époux», ajoute-t-il.

Mohamed Toumi évoque un troisième cas encore plus compliqué. «Les notaires n'ont pas accès à l'adresse qui ne figure pas sur la carte biométrique, pourtant indispensable pour l'acte de propriété. Les citoyens qui font des transactions commerciales foncières rencontrent ce problème», dit-il.

Face à toutes ces contraintes poursuit-il, «nombre de demandeurs de cette nouvelle carte refusent de retirer la carte d'identité nationale biométrique et préfèrent continuer à circuler avec l'ancienne carte en carton, toujours en cours de validité».

Pour lui, les textes d'application devraient être mis en place avant d'adopter cette nouvelle carte d'identité nationale et des lecteurs de ces cartes fournis aux services concernés.

Ry. N.

GENDARMERIE NATIONALE

Innover, s'adapter ou se faire distancer

Tout le gotha d'officiers opérationnels que compte sur la Gendarmerie nationale – GN — au niveau du territoire national — commandants de régions, de 48 groupements territoriaux, d'unités des gardes-frontières et d'unités d'intervention était au rendez-vous, ce dimanche, à la salle de conférences au niveau du siège du Haut commandement de Chéraga (Alger).

En effet, leur chef, le général major Menad Nouba présidait l'ouverture d'un séminaire national sur «le partage des expériences et l'intégration de nouvelles approches opérationnelles» «Ce séminaire a pour objectifs et vocation de préciser les contours des défis pesant sur la sécurité publique et leur impact au niveau national afin de lutter contre les nouvelles menaces dues notamment aux mutations sociales enregistrées», lit-on

dans le communiqué rendu public, à cette occasion, par le Haut Commandement de la GN.

De son côté le général major Nouba, est revenu, dans une courte intervention, sur l'identification des défis de sécurité à relever «Nous devons ressortir de ce séminaire avec le recensement des meilleurs moyens pour faire avancer la lutte contre les menaces sur la sécurité publique» ajoutera-t-il.

Décodé, le message du Haut

Commandement réaffirme la nécessité impérieuse de s'adapter aux nouvelles technologies et innover en matière de méthode de travail d'autant plus que l'Algérie est confrontée à «la sécurisation des frontières, la lutte contre la contrebande et l'immigration clandestine, ainsi que le démantèlement des réseaux de trafic illicite de drogue».

Les gendarmes savent bien que les criminels utilisent les TIC pour les préparatifs et l'exécution de leurs crimes. Pour le Haut Commandement de la GN, le partage des expériences et l'intégration de nouvelles approches opérationnelles visent à «apporter une valeur ajoutée dans l'exécution des

missions dévolues à l'Institution (la GN ndlr) et répondre aux préoccupations des citoyens, par la préservation de leur sécurité et leurs biens».

En clair, la modernisation de ce corps constitué est vitale pour mener une lutte réfléchie et efficace contre les criminels et les grands réseaux de banditisme. Dans ce sillage, l'introduction du gendarme numérique fait son chemin depuis quelques années. C'est inéluctable, dans le moyen et le long terme, le gendarme numérique sera appelé à jouer un rôle de plus en plus important et aura également le rôle d'intermédiaire entre les services de sécurité et la société en général.

Abachi L.

TÉLÉPHONIE

Google récompense Wiko Mobile

En marge du Salon mondial du mobile (MWC 2017), qui s'est tenu à Barcelone du 27 février au 1^{er} mars courant, Wiko a reçu de Google l'European Android Partnership Award qui récompense chaque année ses huit entreprises partenaires les plus proches et dynamiques.

La collection complète des effigies Android depuis la création de l'OS a été remise à Laurent Dahan, président et fondateur de Wiko, et Michel Assadourian, en reconnaissance de la collaboration fructueuse entre les deux entreprises. Wiko et Google partagent les mêmes missions et les mêmes valeurs, a indiqué le fabricant de smartphones marseillais qui précise que les deux entreprises placent le consommateur au cœur de leurs préoccupations et travaillent ensemble pour rendre les smartphones accessibles au plus grand nombre.

Fondée en 2011 à Marseille, dans le sud de la France, Wiko est présente aujourd'hui dans plus de 30 pays à travers le monde. Wiko est actuellement la seconde marque la plus vendue en France et figure dans le Top 5 en Europe de l'Ouest ; un succès qui s'étend également en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient. Membre de la French Tech, organisme gouvernemental promouvant l'innovation et la création numérique, Wiko a lancé de nombreuses nouveautés à l'occasion du MWC 2017 notamment le Wiko WiM et le WiM Lite, des smartphones centrés autour de l'expérience photo et vidéo, ainsi que la gamme Upulse (la nouvelle génération de la série U).

L'ensemble de ces smartphones bénéficient du système d'exploitation Android Nougat. Le système d'exploitation open source Android a été lancé en 2007. A l'époque, les premiers smartphones coûtaient très cher. Les fabricants devaient s'acquitter de frais de licence d'un système d'exploitation ou prendre en charge les coûts de développement de leur propre OS.

En d'autres termes, les smartphones n'étaient pas à la portée de tous. Google a voulu changer les règles en stimulant l'innovation et en augmentant le choix pour les consommateurs. Google a ainsi permis à Wiko d'innover, de se développer et de créer des emplois en France, en Europe et dans le monde entier.

Wiko affirme continuer d'évoluer avec 500 employés dans plus de 30 pays, dont 220 employés en France où les produits sont pensés et conçus.

Les équipes design et développement produit travaillent depuis un studio interne, au siège social français. Elles développent des appareils intuitifs et simples d'utilisation. En ligne avec son ADN digital et son essence créative, Wiko est membre de la French Tech, une organisation gouvernementale qui promeut l'innovation et la création digitale.

Ahmed A.